

La recherche géographique en France ne s'est intéressée qu'à la marge à la question de la division sociale dans la ville jusque dans les années soixante-dix, pour au moins deux raisons. D'une part, l'empreinte du paradigme naturaliste et descriptif, héritage vidalien négligeant les échelles intra-urbaines, a pendant longtemps guidé les études ayant pour objet la ville. D'autre part, la mise à distance graduelle de ce paradigme au cours de la décennie soixante profite, du moins dans un premier temps, aux approches régionales ayant pour fondement la mise en perspective du rôle structurant de la ville sur l'espace. Il faut donc attendre les années soixante-dix pour assister à l'émergence progressive d'un champ d'études structuré autour de la division sociale de l'espace urbain, parallèlement à la diffusion dans l'hexagone des méthodes empruntées à la "nouvelle géographie". Sur les trente-cinq publications portant sur la structuration socio-spatiale des villes françaises, trente sont postérieures en effet aux années soixante-dix. Elles constituent, de fait, le socle des connaissances sur la géographie socio-résidentielle des agglomérations françaises.

Bien évidemment, il ne s'agit pas, au cours cette brève contribution, de présenter les principales conclusions de ce travail d'habilitation à diriger des recherches portant précisément sur cette géographie socio-résidentielle¹, car l'entreprise serait trop audacieuse. Plus modestement, nous nous contenterons de porter notre regard sur deux questions essentielles. La première est de rappeler, dans ses grandes lignes, la genèse de l'objet d'étude et les voies de recherche explorées, afin de montrer la cohérence qui a guidé tant notre réflexion que nos travaux empiriques. La seconde question abordée au cours de cet article est de préciser le positionnement conceptuel qui a structuré notre approche, en soulignant l'intérêt d'une démarche dialectique déclinée sous trois registres différents.

¹ Cette habilitation a été soutenue à l'Université du Maine le 18 décembre 2002, devant le jury suivant : Denise Pumain (Professeur à l'Université de Paris I – Présidente), Jacques Chevalier (Professeur à l'Université du Maine – Parrain de cette HDR pour ses conseils et son soutien), Rémy Allain (Professeur à l'Université de Rennes II), Marie-Christine Jaillet (Directrice de recherche CNRS à l'Université de Toulouse-le Mirail) et Jean-Pierre Peyon, (Professeur émérite à l'Université de Nantes).

GENÈSE DE L'OBJET D'ÉTUDE ET VOIES DE RECHERCHE EXPLORÉES

Notre objet de recherche, portant sur un essai de géographie socio-résidentielle des villes françaises, est commandé par une triple déclinaison. Autrement dit, trois voies de recherches complémentaires nous ont semblé particulièrement fécondes à explorer et rythment l'ouvrage de synthèse de notre habilitation.

La première cherche à mieux décrypter les configurations socio-spatiales des villes françaises, par la mise en perspective des contextes socio-morphologiques qui dessinent, assez largement, les contours de la géographie socio-résidentielle. Ces contextes sont définis par la combinaison de trois variables : la structure sociale ou plus exactement socioprofessionnelle, la structure de l'habitat et enfin la localisation géographique de cette liaison, afin d'intégrer les temporalités urbaines et la spécialisation fonctionnelle des différents territoires constitutifs de la ville. L'intérêt de cette méthode a été testé sur l'agglomération de Nantes. C'est donc en privilégiant une entrée par l'observation des liens ténus tissés entre la division sociale en milieu urbain et l'habitat que nous avons appréhendé cette géographie socio-résidentielle. De fait, ce choix laisse de côté d'autres voies tout aussi pertinentes à explorer pour approfondir la connaissance de la division sociale des villes françaises, comme celle articulant les formes prises par cette division et la géographie économique des agglomérations.

Dans un second temps, nous avons cherché à mieux comprendre les formes prises par la division sociale, en montrant comment les politiques publiques mises en œuvre dans le domaine de la ville et de l'habitat étaient susceptibles d'éclairer, du moins en partie, les contextes socio-morphologiques décrits précédemment, donc la géographie socio-résidentielle des villes françaises. Plus précisément, ces politiques, en interaction permanente avec les stratégies résidentielles développées par les ménages, oscillent entre effets ségrégatifs et quête de mixité sociale. Trois séries de travaux empiriques ont servi de support au développement de la démonstration :

- La première porte sur l'agglomération nantaise et la mise en évidence de la diversité des politiques communales dans le domaine de l'habitat, en l'absence de toute politique conduite à l'échelle de l'agglomération. Cette diversité est un facteur d'inertie très forte dans la répartition du logement HLM en particulier, le plus inégalement réparti. La coexistence, au sein d'une même agglomération, de politiques d'habitat fort différentes, voire opposées, perpétue dans ses grandes lignes les configurations socio-spatiales à l'œuvre.

- La seconde série de travaux porte sur un bilan de la politique de la ville à La Roche-sur-Yon : l'analyse montre entre autres toute la difficulté de définir un cadre d'action publique efficient à l'échelle des quartiers dits en difficulté, soulignant les limites d'une politique fondée sur la territorialisation de cette action.

- Enfin, la troisième série de travaux est un regard critique sur la politique locale de l'habitat dans le pays Yonnais. Ce travail a été réalisé dans le cadre d'un contrat de recherche signé avec le Certu et visant à mieux connaître les stratégies d'acteurs dans la mise en place de l'intercommunalité. L'étude montre comment cette politique de l'habitat a pu servir de levier à la construction de l'intercommunalité, à partir du moment où, par une sorte de consensus politique mou liant la ville centre et les communes périurbaines, cette politique a renoncé à toute ambition en matière d'atténuation des déséquilibres socio-territoriaux, contrairement aux objectifs affichés.

Au total, l'analyse de ces trois études de cas montre toute la difficulté d'articuler un double jeu d'échelles : entre le pouvoir central et le niveau local d'une part, entre les différentes collectivités locales d'une même zone géographique (agglomération ou structure intercommunale) d'autre part.

Enfin, dans un troisième temps, nous avons cherché à ouvrir de nouvelles perspectives dans le champ des recherches articulant division sociale et habitat, en postulant que la fermeture des espaces résidentiels était susceptible de renouveler la question de la géographie socio-résidentielle des villes. L'objectif est alors de mieux décrypter les logiques géographiques et sociales qui sous-tendent le développement de l'auto-enfermement résidentiel en France. Cette réflexion s'est traduite à la fois individuellement et collectivement par l'élaboration d'un programme scientifique à visée comparative entre la France et l'Amérique du Nord. Ce programme, soutenu

financièrement par l'ACI Ville du ministère de la Recherche, intègre ou a intégré cinq autres chercheurs appartenant ou ayant appartenu à l'UMR-ESO². Cette voie de recherche étant par définition exploratoire, elle offre une tonalité particulière à la troisième partie de l'habilitation : en effet, il s'agit plus de dessiner les possibles d'une ouverture conceptuelle et méthodologique que de réinterroger un corpus de travaux existants. En l'état actuel des recherches, le champ d'investigation a porté pour l'essentiel sur une meilleure connaissance de la structure de l'offre en programmes résidentiels fermés (appréhension statistique et modalités de constitution). Deux voies ont été plus particulièrement explorées :

- La première est fondée sur l'analyse des marqueurs de la fermeture dans les immeubles d'habitat collectif, en postulant que la mise en place de contrôles d'accès et de surveillance à l'entrée de ces immeubles traduit une forme de fermeture favorisant le processus d'appropriation par les résidents des espaces collectifs privatifs. La connaissance géographique de la diffusion de ces marqueurs a donné lieu à une exploitation de la nouvelle question posée par l'Insee lors du recensement de la population de 1999, celle relative au nombre d'immeubles équipés d'un gardien d'une part, d'un interphone ou d'un digicode d'autre part.

- La seconde voie exploratoire de la recherche a été basée sur l'observation des représentations de la fermeture dans la promotion des programmes immobiliers neufs. La légitimité de cette analyse repose sur le postulat suivant : à partir du moment où l'enclosure est partie intégrante de l'habitus, dans la mesure où elle est constitutive des modes d'habiter en France, c'est lorsqu'elle est sort du champ de l'implicite et qu'elle est revendiquée comme mode de fermeture de l'ensemble du programme immobilier qu'elle peut prendre un sens différent, guidé alors par une logique d'appropriation d'un patrimoine collectif partagé par l'ensemble des résidents.

POSITIONNEMENT CONCEPTUEL

En termes de positionnement conceptuel, cette réflexion sur la géographie socio-résidentielle des villes françaises s'appuie sur une triple démarche dialectique,

2 Cinq contextes géographiques différents ont ainsi été explorés par ce programme : la France (François Madoré et Louisa Plouchart), la République Tchèque avec Prague (Karine Delaforge), le Sud-Ouest et le Sud-Est des États-Unis (avec respectivement Gérald Billard et Jacques Chevalier), et enfin l'Ouest du Canada avec Vancouver (Benoît Raoulx).

tant celle-ci nous semble constituer la démarche idoine :

La première porte un regard sur l'interface société – espace, dans une pure tradition de géographie sociale. Nous privilégions donc très clairement un regard social dans la construction du fait spatial, car nous pensons que l'espace constitue par essence un objet social. Cette dialectique société – espace, pour mieux décrypter la géographie socio-résidentielle des villes françaises, repose sur un double postulat :

- D'une part, nous postulons que le lieu de résidence est un des attributs sociaux de l'individu et qu'il participe aussi bien à la reproduction sociale qu'à la construction de l'identité sociale du ménage. Il procure, pour reprendre une expression empruntée à la géographie économique, des externalités positives ou négatives renforçant un processus cumulatif d'avantages ou de désavantages. Et même si le concept de classes sociales et son prolongement la lutte des classes, dans son acception marxiste, semble assez largement insuffisant aujourd'hui pour décrire les oppositions fondamentales qui traversent la société française, toutes les études montrent bien la permanence et la puissance des mécanismes reproducteurs d'inégalités sociales.

- D'autre part, nous considérons que l'étude des configurations socio-spatiales n'a d'intérêt que si l'on cherche à mieux comprendre les processus sociaux, économiques et politiques qui président à la mise en place de ces configurations. Autrement dit, l'analyse spatiale, avec l'effort de modélisation qui l'accompagne, se révèle inadaptée à la problématique de géographie sociale, car l'objet d'étude ne peut se limiter à analyser les structures spatiales. Parmi ces processus à l'œuvre dans la division sociale des villes, les dynamiques résultant du fonctionnement des marchés du logement nous semblent parmi les plus importantes, étant donné l'incidence forte des contextes socio-morphologiques sur la géographie socio-résidentielle des villes.

La seconde démarche dialectique croise l'analyse marxiste et l'analyse libérale, ce qui revient à interroger les présupposés théoriques qui sous-tendent les analyses de la division sociale :

- L'analyse marxiste a été développée par tout un courant de pensée inscrit dans la sociologie urbaine française, à la charnière des années soixante et soixante-dix. Elle accorde le primat à la dimension économique, politique et idéologique de la ségrégation, celle-ci n'étant que la transcription spatiale des rapports sociaux.

- L'analyse libérale puise son inspiration, à l'origine, dans le corpus de travaux issus de l'École de Chicago. Elle met l'accent sur le rôle des stratégies individuelles et des processus d'agrégation.

Sur quel(s) paradigme(s) la recherche géographique peut-elle s'appuyer pour observer et décrypter la division sociale des villes ? En fait, la reconnaissance par ces deux grands courants de pensée des insuffisances respectives de leur schéma explicatif doit conduire à leur dépassement, par la recherche des complémentarités. Cette démarche dialectique croisant l'analyse marxiste et l'approche libérale est une nécessité absolue, d'un point de vue conceptuel, car elle seule permet d'approcher la complexité qui préside à la compréhension de la géographie socio-résidentielle des villes. On ne peut en effet ni ignorer les déterminants de nature politique et économique qui régissent avec force la question urbaine, ni négliger la part d'auto-détermination dans les logiques résidentielles des ménages, depuis en particulier la publication de nombreux travaux ayant bien montré la pertinence du concept de stratégie résidentielle.

Enfin, la troisième démarche dialectique articule l'étude du global et du micro. C'est un juste compromis qui permet de tirer tous les bénéfices d'une approche purement monographique, tout en allant au-delà d'une mise en perspective a-spatialisée des grands déterminants socio-économiques ou politiques de la géographie socio-résidentielle des villes. La mise en œuvre de cette démarche dialectique, interface entre l'échelle globale et locale, a présidé à un double choix méthodologique et de terrains d'études :

- Dans un premier temps, trois contextes urbains ont servi de support à nos recherches visant à mieux connaître l'articulation entre l'étude des configurations socio-spatiales et l'habitat. Ce choix obéit à une double exigence : d'une part, celle de ne retenir que des villes appartenant à un ensemble géographique cohérent, constitué de l'ouest ligérien, avec trois agglomérations issues des Pays de la Loire, à savoir Nantes, Cholet et La Roche-sur-Yon ; d'autre part, celle de privilégier, pour les deux dernières villes, un niveau d'observation du phénomène qui n'est pas celui qui a retenu l'attention de la majorité des chercheurs, à savoir celui des petites villes moyennes.

- Puis, lorsque nous avons réinterrogé la question du lien entre division sociale et habitat en la reformulant en vue de mieux appréhender les significations sociales de la

fermeture de l'espace résidentiel, nous avons de nouveau privilégié cette démarche dialectique articulant l'échelle globale et locale. En effet, nous avons, par un emboîtement du jeu des échelles, cherché à faire un état des lieux de la connaissance de l'enfermement résidentiel dans le monde, en France puis à l'échelle des aires urbaines, en portant un regard plus approfondi en particulier sur l'agglomération de Toulouse. Le choix de conduire une étude empirique sur cette ville s'explique aisément : les promoteurs toulousains sont les premiers, a priori, à avoir intégré en France l'objectif de la clôture dans leurs programmes résidentiels.

Conclusion

La géographie socio-résidentielle des villes françaises offre une grille de lecture pertinente, parmi d'autres, des interactions entre les sociétés et leurs espaces. Elle permet de lire l'image sociale d'une ville, ou plutôt la variété des images qui dessine, tel un kaléidoscope, la marqueterie socio-urbaine. Elle autorise également une continuité et en même temps une évolution du regard sur cette question, depuis l'observation de la division sociale des villes, sa mise en scène à la lumière des logiques qui structurent les composantes de l'habitat et, enfin, le développement d'un processus croissant de fermeture des espaces résidentiels. Cette dernière approche, reflet d'un champ de recherche qui reste encore pour partie de nature prospective, renvoie à un travail en cours et non achevé. La présentation qui en est faite dans le texte de l'habilitation a donc autant vocation à ouvrir des horizons nouveaux, en montrant l'une des voies possibles de renouvellement de la question de la géographie socio-résidentielle des villes, qu'à présenter les fruits de notre réflexion et les résultats liminaires de ce champ récemment investi.

Au final, nous voudrions insister sur l'effort de contextualisation nécessaire à une bonne compréhension des lignes de force qui structurent les configurations socio-spatiales des villes et rappeler que cet exercice doit être guidé par un triple objectif. Le premier est d'interroger, de manière interactive et permanente, les interdépendances entre les deux grandes logiques productrices de segmentations socio-spatiales, à savoir celle qui structure l'offre en logements et celle qui préside à l'expression de la demande. Le second est la prise en compte des tempora-

lités, et plus précisément de la longue durée, pour comprendre et interpréter correctement les faits dessinant la division sociale des villes. Enfin, le troisième est d'éviter le piège du spatialisme, pour accéder directement aux modalités de fonctionnement du social et de ses liens complexes tissés avec l'espace géographique.